

Enquête de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS)

Mauritanie



Février 2015

Données collectées en décembre 2014

**Commissariat à la
Sécurité Alimentaire**



**Programme
Alimentaire
Mondial**

République Islamique de Mauritanie
Enquête de sécurité alimentaire des ménages (ESAM)

Rapport préparé par Atsuvi Gamli, Moulaye Saïd Ould Baba Aïnina

Données collectées en décembre 2014

Rapport de février 2015

© Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), Direction de l'Observatoire de la sécurité Alimentaire (OSA)

Immeuble Naser, BP 377, Nouakchott Mauritanie

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Pour plus d'informations, contacter:

Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)

Moulaye Saïd Ould Baba Aïnina, Directeur OSA

moulaye72@gmail.com

Bureau de pays du PAM, Mauritanie

Janne SUVANTO, Représentant

janne.suvanto@wfp.org

Moise Ballo, Directeur Adjoint

moise.ballo@wfp.org

Atsuvi Gamli, Chargé de Programme VAM/M&E

atsuvi.gamli@wfp.org

Tous les droits sont réservés. La reproduction et la diffusion de matériel dans ce rapport pour des utilisations éducatives et non commerciales ou autres peuvent se faire sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit citée. La reproduction des informations du présent rapport pour la revente ou d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite des ayant droit.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des communications, e-mail: wfp.publications@wfp.org et au CSA à l'adresse moulaye72@gmail.com.

© WFP 2015

Remerciements

Le CSA et le PAM remercient toutes les structures et les personnes qui ont aidé à la réalisation de cette évaluation de la sécurité alimentaire.

- A. En début janvier 2015, 23,8% des ménages mauritaniens sont en insécurité alimentaire. C'est le taux le plus élevé observé en période post-récoltes depuis la mise en place du système biannuel de surveillance de la sécurité alimentaire des ménages. En janvier 2014, 18,5% des ménages étaient en insécurité alimentaire.
- B. Ce taux d'insécurité alimentaire ne varie que faiblement comparativement à la période de soudure 2014 où 26,3% des ménages étaient en insécurité alimentaire. De ce fait, plusieurs ménages qui étaient en insécurité alimentaire au mois de juin ne sont pas sortis de soudure.
- C. L'insécurité alimentaire connaît une évolution importante au Tagant (31,4%) mais les wilayas du sud et de l'est du pays restent les plus touchées par le phénomène: **Hodh Echarghi** (37,1%), **Gorgol** (35,1%) et **Guidimakha** (33,1%). La situation reste stable à Nouakchott où 17% des ménages sont en insécurité alimentaire.
- D. 837 000 personnes sont en insécurité alimentaire au début du mois de janvier 2015 contre 635.000 personnes à la même période de l'année précédente. Ces chiffres sont pratiquement similaires à ceux de la période de soudure 2014. Parmi ces personnes en insécurité alimentaire, 197 000 personnes sont en insécurité alimentaire sévère et 639 000 en insécurité alimentaire modérée. Les ménages dans cette seconde catégorie ont connu une forte progression aussi bien en effectif qu'en pourcentage. Cela traduit une dégradation progressive de la situation en particulier dans la zone de cultures pluviales confrontée pour la seconde année consécutive à une mauvaise campagne agricole.
- E. La majorité des ménages en insécurité alimentaire résident dans la zone agropastorale, la zone des cultures pluviales et dans la vallée du Fleuve Sénégal. Près de 600 000 personnes en insécurité alimentaire dans le pays vivent dans ces zones. L'ensemble des personnes en insécurité alimentaire sévère dans ces 3 zones atteint 128 000 personnes. Contrairement à la crise de 2011/2012 où la zone de la Vallée du Fleuve a été quelque peu épargnée, cette année, elle est sérieusement affectée surtout sa partie est.
- F. La mauvaise pluviométrie en 2014 et ses conséquences sur la production agricole, l'élevage et la main d'œuvre agricole sont les premières causes de l'accroissement de l'insécurité alimentaire dans toutes les zones du pays. Les ménages qui n'ont rien récoltés ont essayé de vendre leurs petits ruminants pour pouvoir se procurer de la nourriture. Cela s'est traduit à plusieurs endroits du pays par une augmentation relativement importante de l'offre de bétail sur les marchés, qui à son tour a entraîné une baisse des prix des animaux provoquant ainsi une détérioration des termes de l'échange entre le petit bétail et les céréales ainsi qu'une réduction du pouvoir d'achat de ces ménages. Certains d'entre eux ont été contraints de ne consommer essentiellement que des céréales, de l'huile et du sucre entraînant ainsi une détérioration de leur situation de sécurité alimentaire avec des risques sur l'état nutritionnel des enfants.
- G. Ainsi, l'insécurité alimentaire constatée au mois de décembre 2014 est à la fois un problème de disponibilité (faibles productions de céréales locales et de niébé) mais surtout d'accessibilité due à la réduction de la production agricole destinée à la revente et à la baisse des ressources financières des ménages issue de la main d'œuvre agricole et de la vente des animaux.
- H. Le Gouvernement, prenant la mesure de la récurrence des crises liées aux facteurs climatiques, a souscrit à la mutuelle panafricaine de gestion des risques African Risk Capacity (ARC). Le mauvais déroulement de l'hivernage 2014 a entraîné le décaissement d'un montant de 6,3 millions de dollars USD au profit du Gouvernement. Ce financement devrait couvrir les besoins essentiels de quelques 300.000 personnes dans les zones agricoles les plus affectées par la sécheresse.
- I. Les interventions prioritaires du Gouvernement et de ses partenaires doivent cependant prendre en compte la nécessité d'une plus grande synergie des actions aussi bien dans le temps que dans l'espace afin d'optimiser les ressources et de couvrir le maximum de personnes dans le besoin tout en évitant les chevauchements.
- J. La période de soudure est attendue de façon précoce cette année. Pire, certaines zones du pays ne sont pas sorties de soudure depuis le mois d'avril 2013. Si on ajoute le fait que plusieurs de ces ménages ne se sont pas encore relevés des crises passées en particulier celle de 2011/2012, on peut s'accorder sur l'urgence de mettre en place cette assistance et de s'assurer qu'elle cible les plus vulnérables.

Contexte agropastorale

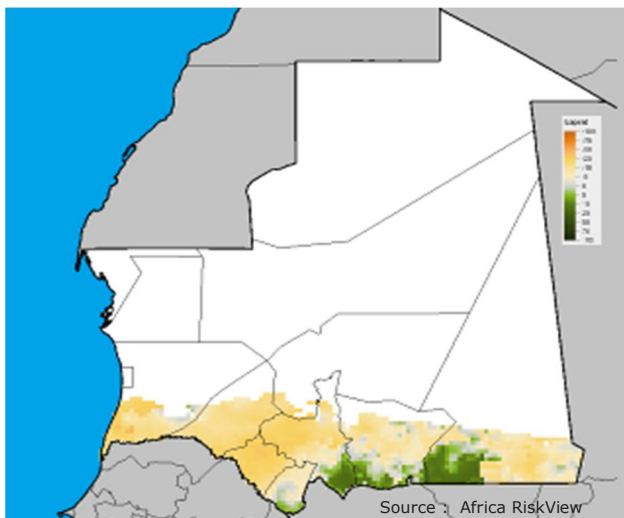
Un déficit pluviométrique prononcé en 2014

La pluviométrie a été marquée en 2014 par un démarrage tardif dans toutes les wilayas du pays et une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. Comparées à la moyenne des 5 dernières années (2008-2013), 54 stations sur les 60 suivies (soit 90%) ont été déficitaires faisant de 2014 l'une des années les plus déficitaires de ces 10 dernières années.

Au regard des données météorologiques, le Tagant apparaît comme l'une des wilayas les plus affectées par ce déficit. D'importantes zones des wilayas suivantes sont également négativement impactées par le déficit pluviométrique. Il s'agit du Brakna, du Gorgol, du nord de l'Assaba et du Guidimaka, de l'Affolé du Hodh El Ghargi et l'est du Hodh Echargui. Les wilayas du nord au même titre que le nord du Trarza sont également affectées (voir figure 1).

Cette année présente des similitudes avec 2011/2012 qui fut une année de sécheresse.

Figure 1: Indice de satisfaction des besoins des plantes en eau en 2014 comparé à la normale



Deux années successives de baisse de la production pluviale

Ce déficit pluviométrique a une nouvelle fois affecté les typologies pratiquées par les ménages pauvres et vulnérables. Selon les premières estimations du Ministère de l'Agriculture, la production pluviale brute est estimée cette année à 71.587 tonnes, soit une diminution de 35% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et 32% par rapport à la campagne 2013-2014. Le Walo (-85%) et le Dieri (-41%) sont les typologies les plus affectées par cette baisse de production.

Les ménages vivant de ces typologies n'ont pratiquement plus aucune autre alternative de production agricole cette année. Ainsi, même si les autres typologies comme l'irriguée hivernale permettraient de rehausser la production nationale, cela ne profiterait que de façon marginale aux ménages pauvres et vulnérables des zones pluviales.

La réduction des activités agricoles dans certaines zones du pays s'accompagne également de la

Tableau 1: Estimation de la production agricole 2014/2015

Typologie	Moy. 5 dernières années	Production 2013-2014	Production 2014-2015	Accroissement par rapport aux 5 dernières années	Accroissement par rapport à 2013-2014
Dieri	73430	73573	43243	-41%	-41%
Barrages	12389	13520	13290	7%	-2%
Bas-fonds	15647	8992	8930	-43%	-1%
Walo	3578	4352	545	-85%	-87%
Décrué contr.	5882	4969	5580	-5%	12%
Irr. Hivern.	90828	120292	177123	95%	47%
Contre saison chaude	55893	82254	86641	55%	5%
Contre saison froide	2057	2443	6652	223%	172%
Total	259704	310396	342003	32%	10%

Source: DPCSE, Ministère de l'Agriculture

baisse de la demande en main d'œuvre agricole et des revenus issus de ces activités. Cela représente une importante perte pour les ménages pauvres qui se procurent généralement des revenus monétaires grâce à ces activités. Ainsi, en plus de ne pas avoir récoltés, ces ménages ne disposent plus de moyens financiers pour se tourner vers les marchés.

Une situation pastorale également préoccupante

Ce déficit pluviométrique a également des conséquences sur l'élevage qui est en milieu rural, la principale source de revenu monétaire des ménages.

De façon globale, les pâturages sont peu étendus et ne sont pas arrivés à maturité à cause de l'arrêt précoce des pluies et des nombreuses pauses pluviométriques observées. Les pâturages disponibles ne pourront supporter que trois à quatre mois de charge animale alors que dans ces zones, la pression animale est déjà très forte. En effet, des mouvements de convergence du bétail vers ces zones pourvues en pâturages ont été signalés par les missions du groupe technique spécialité (GTS) au mois d'octobre 2014.

Ainsi, l'absence de pâturage dans certaines zones du pays se traduit par un recours anticipé à l'alimentation de bétail, une baisse de prix du bétail et une détérioration des termes de l'échange entre le bétail et les céréales.

Contexte de sécurité alimentaire

Certains ménages ne sont pratiquement pas sortis de soudure

Du fait de la mauvaise campagne agricole de l'année passée et de la récurrence des crises, les taux d'insécurité alimentaire relevés par l'enquête FSMS de juin 2014 étaient déjà élevés dans plusieurs régions : Hodh Echarghi (50,7%), Gorgol (36,5%), Assaba (34,6%), Guidimakha (32,1%) et le Hodh El Gharbi (23%).

Plusieurs de ces ménages pauvres n'ont rien récolté depuis l'année dernière et ont épuisé l'essentiel de leurs stratégies d'adaptation habituelles (vente de bétail, endettement, migration de travail, solidarité). Les récoltes sur lesquelles ils pouvaient compter pour rembourser leurs dettes ont été très faibles ou quasiment nulles. De même la baisse du prix du bétail dans un contexte où les stocks animaliers ne se sont pas reconstitués depuis la crise de 2011/2012, réduit le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Ainsi, plusieurs des ménages identifiés au mois de juin en insécurité alimentaire ne sont pas sortis de soudure au moment de la collecte des données du FSMS de décembre 2014.

FEWS NET a alerté en novembre sur la dégradation de la situation

Dans sa note de novembre 2014, FEWS NET indiquait que le déficit pluviométrique constaté en 2014 pourrait se traduire par une baisse de la production agricole, la réduction des revenus issus de la main d'œuvre agricole, la baisse du revenu issu de la vente de bétail. Les zones touchées par ce déficit pluviométrique sont la vallée du fleuve Sénégal et les zones agro-pastorales du Brakna, du Gorgol, de l'Assaba et du Tagant. Dans ces zones, plus de 600 000 personnes pourraient se retrouver en situation de crise (IPC 3) entre les mois de février et mars 2015.

Près d'un million de personnes en insécurité alimentaires selon les résultats du Outcomes Analysis du HEA

Ces constatations et prévisions sont en grande partie confirmées par l'analyse des résultats selon l'approche par l'économie des ménages (HEA). Les résultats de novembre 2014 soulignent que 935 170 personnes seront en déficit de protection de moyens d'existence entre novembre 2014 et septembre 2015 dont, 166 000 seront confrontées à un déficit de survie.

La zone agropastorale sera la plus affectée avec plus de 630 000 personnes concernées.

Les principaux résultats du Cadre Harmonisé de novembre 2014

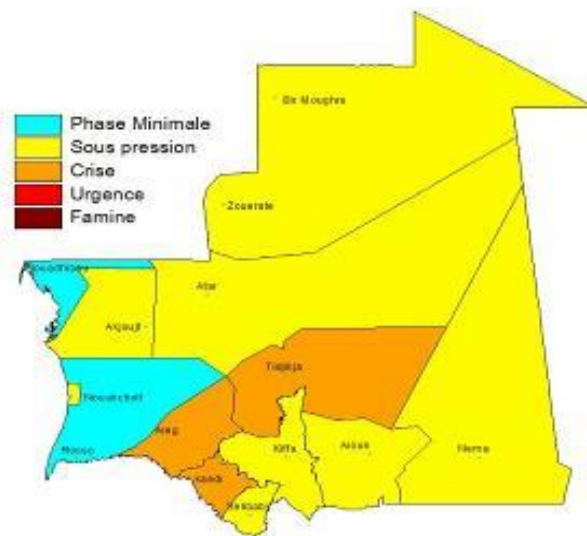
Les Experts nationaux réunis sous l'égide du CILSS (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) au mois de novembre 2014 ont analysés la situation de sécurité alimentaire à partir des informations disponibles selon l'approche du Cadre Harmonisé (outil pour évaluer sur une base objective et consensuelle l'insécurité alimentaire et nutritionnelle).

Les résultats de cette analyse font ressortir un besoin d'assistance urgente pour quelques 245 000 personnes en situation de crise (IPC¹ 3) au mois de novembre.

Une situation projetée assez alarmante

La situation projetée pour la période janvier-

Figure 2: CH, situation projetée (janvier—mars 2014)



mars 2015, évalue le nombre total de personnes en insécurité alimentaire à 1 257 000 (phases 2 à 5) dont 428 000 personnes en besoin d'assistance (phases 3 à 5) si de nouvelles actions d'appui aux ménages vulnérables ne sont pas entreprises.

La situation projetée place les wilayas du Tagant, du Gorgol, du Brakna et du Guidimakha en phase de crise entre janvier et mars 2015.

1 Integrated Food Security Phase Classification

Situation des marchés en 2014

Des prix globalement stables à l'exception du lait en poudre

Les prix des produits importés sont restés globalement stables tout au long de l'année 2014. En considérant les moyennes nationales, les niveaux de prix sont comparables à ceux de 2013 pour le blé, le riz, l'huile et le sucre. Sur un mois, les écart de prix au cours de ces deux années ont rarement excédé 3%.

Comparés à la moyenne des 5 dernières années, on note des différences de prix pour ces denrées importées pouvant dépasser 10% et parfois atteindre 30% comme ce fut le cas pour le blé au mois d'avril.

Le constat de la stabilité des prix à des niveaux élevés se confirme donc au cours de l'année 2014. Les disponibilités de ces produits sur les différents marchés du pays ont été bonnes même si la diversité des variétés se réduit à mesure qu'on s'éloigne de Nouakchott qui reste le principal port d'approvisionnement du pays.

Le prix du lait en poudre déroge à cette tendance globale observée pour les produits importés. En effet, les prix de cette denrée ont connu une hausse de plus de 17% au cours du mois de janvier 2014 comparativement au même mois de l'année précédente. Cette tendance haussière s'est maintenue jusqu'au mois de juin avant d'amorcer une baisse aussi bien en variation mensuelle qu'en glissement annuel. Les prix au détail du lait en poudre vendu en vrac se sont stabilisés autour de 1 700 MRO le kilogramme contre 1600 MRO en 2013.

Des dysfonctionnements des marchés

Les baisses de prix enregistrées sur le marché international pour plusieurs denrées tardent à se réper-

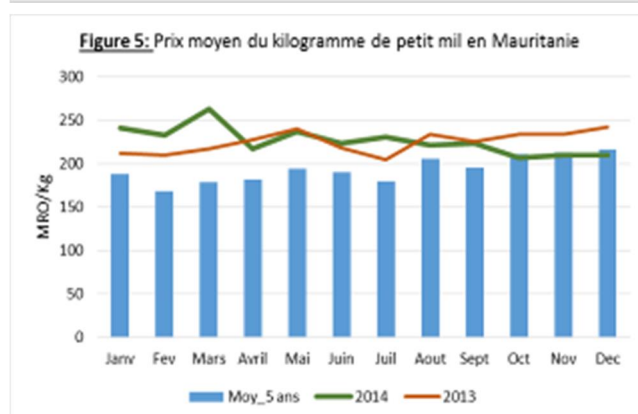
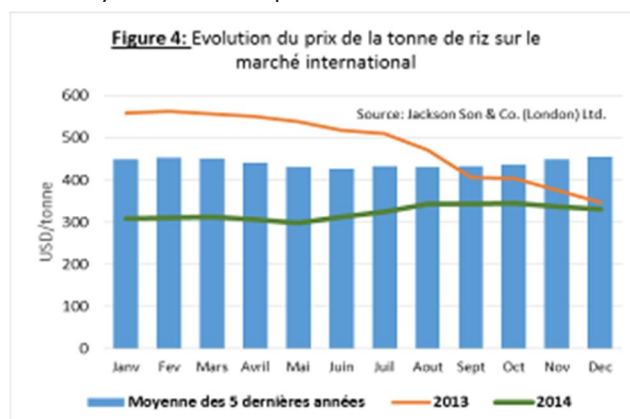
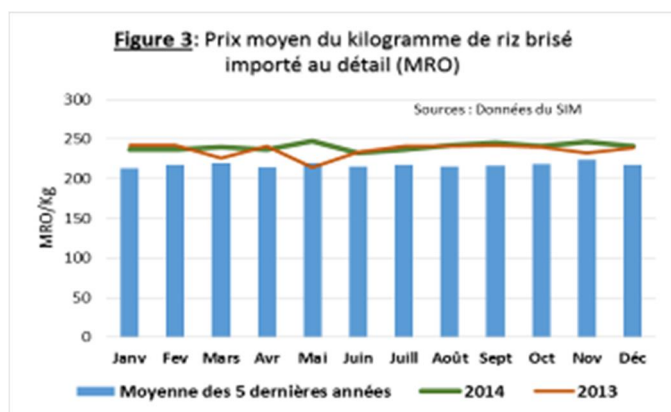
cuter sur les marchés mauritaniens. Ainsi les importantes baisses du prix du riz (plus de 25% par rapport à la moyenne des 5 dernières années) n'ont eu aucun impact sur les prix au détail et ceci tout au long de l'année (voir les figures 3 et 4).

Cette rigidité des prix à la baisse peut traduire des dysfonctionnements des marchés qui à terme peuvent être préjudiciables à la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables. Globalement pour tous les produits, les hausses de prix sur les marchés internationaux sont plus souvent répercutées que les baisses de prix.

Réapparition des céréales locales sur les marchés suite aux récoltes

Certaines céréales locales comme le sorgho, le maïs et le petit mil sont réapparues sur les marchés au mois de novembre et décembre alors qu'elles se sont raréfiées au pic de la période de soudure. Ces approvisionnements proviennent essentiellement des pays frontaliers et plus particulièrement du Mali qui a connu une meilleure campagne agricole. Cette réapparition a été également favorisée par la levée des restrictions de circulation entre le Mali et la Mauritanie à causes de la crise Ebola.

Les prix de ces produits ont amorcé une timide baisse (-2%) mais se situent toujours au dessus de la moyenne des cinq dernières années.



Le programme d'assistance du Gouvernement

La poursuite des boutiques EMEL en 2015

L'une des premières mesures prises par le Gouvernement pour faire face à cette conjoncture exceptionnelle est la poursuite au cours de l'année 2015, de la vente subventionnée des produits alimentaires de base (blé, riz, sucre et huile) à travers les boutiques EMEL sur toute l'étendue du pays.

Ainsi, 335 boutiques à Nouakchott et 1.124 boutiques dans les autres wilayas du pays serviront à prix subventionnés, des rations quotidiennes (blé, riz, sucre et huile) à plus de 290.000 ménages nécessiteux pour une durée de 12 mois.

La Programme d'assistance du Cheptel (PAC)

Suite au déficit important en pâturage cette année, l'Etat a mis en place dès le mois de novembre 2014, un programme dénommé « Programme d'Assistance au Cheptel » dont l'objectif est d'atténuer les effets de cette conjoncture exceptionnelle sur les populations et le cheptel. L'économie des ménages en Mauritanie s'appuie fortement sur l'élevage qui, au même titre que l'agriculture contribue à la génération des ressources monétaires que les ménages utilisent pour acquérir des denrées alimentaires sur les marchés. Le lait et la viande constitue également la base du régime alimentaire.

Le volet vente subventionnée d'aliment de bétail a commencé par la mise en vente de 15.000 tonnes de blé (aliment de bétail) dans les wilayas du Nord et du Tagant et le lancement de la procédure d'acquisition d'un lot de 30.000 tonnes d'aliment de bétail composé (Rakel). La mise en vente de ce lot de rakel est prévue dans les wilayas à partir de mars 2015. Des quantités similaires seront mises à disposition des éleveurs à prix subventionnés jusqu'au prochain hivernage.

L'appui de la mutuelle panafricaine de gestion des risques de sécheresse : African Risk Capacity (ARC)

La Mauritanie a souscrit en 2013 à la mutuelle panafricaine (ARC) qui est un mécanisme d'assurance contre les risques climatiques

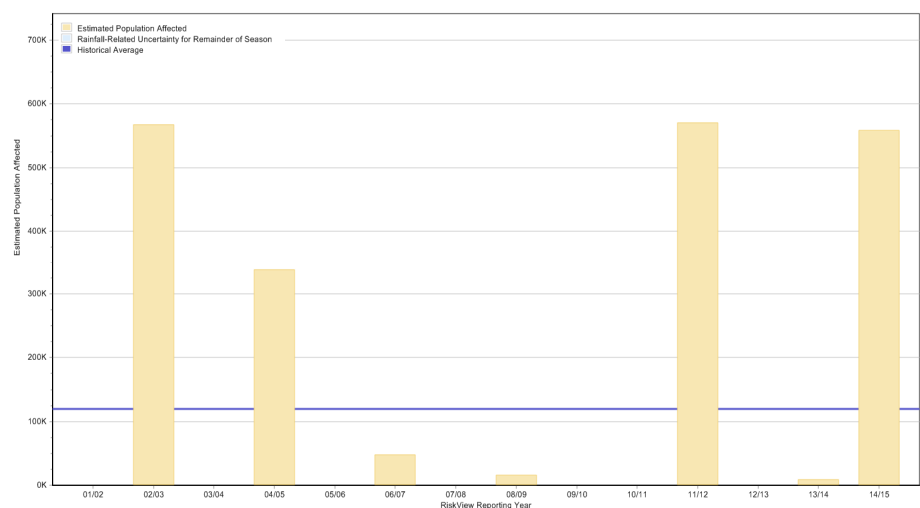
extrêmes, conçu pour aider les États membres de l'Union Africaine à surmonter les ravages causés par la sécheresse. Les paramètres de vérification de la réalisation du risque sont gérés par un logiciel (African RiskView) dont le principal indicateur est l'indice de *satisfaction des besoins en eau* (WRSI) utilisant des données satellitaires. Les autres paramètres de fonctionnement de ce logiciel ont été définis par les experts nationaux sur la base des données d'enquête et des données historiques d'observation de la campagne agricole.

Au regard des données enregistrées en mi-novembre 2014 (fin de la campagne pluviale) par le logiciel, la Mauritanie devrait être confronter à l'une de ses plus mauvaises saisons agricoles depuis 2001. Sur la base de ces éléments, l'équipe de ARC a informé le Gouvernement de l'éventualité du décaissement d'un montant permettant de couvrir la réponse d'urgence à la crise. Grâce à ce financement, le Gouvernement prévoit assister 300.000 personnes dans les zones agricoles les plus affectées par la sécheresse à savoir :

- La zone d'agriculture pluviale
- La zone de l'Aftout
- La vallée du fleuve

Les besoins alimentaires des populations vulnérables de ces zones seront couverts pour une période de 4 mois (d'avril à juillet 2015) avec une ration journalière de riz et d'huile.

Figure 6: Estimation de populations affectée par la sécheresse selon le logiciel ARV de African Risk Capacity



Les programmes des partenaires

L'IPSR 200640 du PAM

Depuis le 1er juillet 2014, le PAM fournit une assistance aux populations vulnérables en Mauritanie grâce à son intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200640. Ce projet qui s'étale sur 3 ans vise à apporter une réponse cohérente et intégrée aux problèmes récurrents de sécurité alimentaire. Entre 440 000 et 550 000 bénéficiaires sont assistés chaque année dans huit wilayas du sud et de l'est du pays. Le projet appuie les actions du Gouvernement dans le domaine de la nutrition, de la sécurité alimentaire et du renforcement de la résilience des populations.

Le tableau suivant présente les réalisations de ce projet entre juillet et décembre 2014.

Tableau 2: Nombre de bénéficiaires de l'IPSR 200640 au second semestre 2014

Activités	Total
Traitement de la MAM chez les 6-59 mois (CRENAM)	15 652
Traitement de la MAM chez les femmes enceintes ou allaitantes (CRENAM)	2 060
Prévention de la MAM chez les 6-23 mois (Blanket Feeding)	34 511
Auxiliaires de CRENAM	562
Distribution inconditionnelle de vivres	10 6757
Transferts monétaires inconditionnels	69 803

Par ailleurs, le PAM a réduit son appui à la scolarisation dans enfants du primaire en milieu rural en ne couvrant désormais que 87 000 enfants les 156 000 initialement prévus. Cette réduction essentiellement liée au manque de financement a été faite en concertation avec les autorités nationales pour concentrer les ressources uniquement dans les écoles à cycles complets.

L'assistance aux réfugiés maliens du camp de M'bera

Le PAM poursuit son assistance aux réfugiés maliens dans le camp de Mbéra. En décembre 2014, plus de 52 000 réfugiés ont reçu une assistance alimentaire et nutritionnelle. Par ailleurs les réflexions sont en cours pour mieux prendre en compte les besoins spécifiques des populations hôtes et ceci dans un contexte de désactivation de certains ménages mauritaniens indûment enregistrés comme réfugiés. Le programme comporte toujours une dis-

tribution générale de vivres à l'ensemble des réfugiés, une distribution alimentaire supplémentaire de couverture (Blanket Feeding) pour la prévention de la malnutrition aigue modérée chez les enfants et les femmes, une distribution alimentaire supplémentaire ciblée (Targeted Supplementary Feeding) pour le traitement de la malnutrition aigue modérée et un programme d'alimentation scolaire au profit des élèves du camp.



Le plan stratégique de réponse (SRP) 2015

Les acteurs humanitaires ont élaboré un plan de réponse stratégique (SRP) basé sur les besoins identifiés dans l'aperçu des besoins humanitaires (HNO).

Cette stratégie vise à fédérer l'ensemble des acteurs humanitaires pour apporter une réponse concertée et complémentaire à celle du gouvernement basée sur une analyse conjointe de la situation et une identifications claires des actions nécessaires pour atténuer l'impact des crises sur les populations les plus vulnérables.

Ce plan stratégique de réponse pour 2015 vient à la suite de celui de 2014 avec comme modification majeure, le nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ainsi le HNO est passé de 190 000 personnes en 2014 à 428 000 personnes en 2015, preuve que les acteurs ont pris la mesure de la dégradation de la situation dans le pays.

Dans le cadre de ce plan de réponse stratégique, des interventions sont également prévues dans le domaine de la nutrition, la santé, l'assistance aux réfugiés, le relèvement précoce

Objectifs et méthodologie de l'enquête

Le système de suivi de la sécurité alimentaire de la Mauritanie

Le CSA et le PAM ont mis en place depuis 2005 un système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages (FSMS) qui permet de mesurer deux fois par an, l'évolution de la situation socioéconomique des ménages afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur leur sécurité alimentaire. Ce système permet aussi d'alerter les décideurs sur le choix des actions à prendre dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en fournissant des informations saisonnières sur la sécurité alimentaire des populations dans le pays. Ainsi, une collecte des données est conduite chaque année au mois de juillet pour évaluer la situation des ménages durant la période de soudure et une autre, au mois de décembre, pour ce qui concerne la situation post-récolte.

Le présent passage concerne la période post-récolte de 2014.

Objectifs de l'enquête

Cette enquête de suivi de la sécurité alimentaire vise les objectifs suivants :

- Estimer la prévalence et le nombre de ménages/personnes en insécurité alimentaire;
- Localiser les zones du pays les plus affectées par l'insécurité alimentaire;
- Comprendre les déterminants de cette insécurité alimentaire;
- Proposer les approches de réponses à mettre en place.

Elle constitue donc une source d'informations essentielle pour la mise en œuvre des actions en faveur des populations affectées par l'insécurité alimentaire.

Echantillonnage

La collecte des données a concerné 11 strates géographiques couvrant l'ensemble du pays. Les trois wilayas du nord (Adrar, Tiris Zemmour et Inchiri) ont été regroupées en une seule strate à cause de leur faible peuplement et de la dispersion des populations, alors que les autres wilayas du pays constituent chacune une strate.

Une particularité de ce passage a été l'étroite collaboration entre le Ministère de la Santé, le Commissariat à la Sécurité alimentaire dans la conduite des opérations de collecte des données. Ainsi, les données des enquêtes SMART et FSMS de la présente édition ont été collectées non seulement au cours de la même période mais également auprès des mêmes ménages. L'objectif de cette étroite collaboration est de permettre des analyses croisées de la sécurité alimentaire et de la malnutrition afin de mettre en place les plans de réponses le plus adaptés.

Au total 304 villages ou quartiers ont été visités par les enquêteurs du FSMS dont 132 en milieu urbain et 178 en milieu rural dans lesquels **5642 ménages ont été interrogés**. Cet échantillonnage a été réalisé par l'Office National de la Statistique (ONS).

Les données ont été collectées **du 18 décembre 2014 au 07 janvier 2015** aussi bien en milieu urbain (Nouakchott et les capitales régionales) qu'en milieu rural. 13 équipes de 42 enquêteurs préalablement formés ont assuré la collecte des données à l'aide de smartphones.

Principaux indicateurs

Les principaux indicateurs suivis par le FSMS sont: le **score de consommation alimentaire**, les stratégies d'adaptation, les stocks alimentaires, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales et les chocs ayant affecté la sécurité alimentaire des ménages. Des informations sont également collectées la possession de bétail et la production de lait, ce qui permet d'avoir une vision globale des mécanismes de génération et d'utilisation des ressources du ménage en particulier pour assurer sa sécurité alimentaire.

Score de consommation alimentaire

Ce score évalue la fréquence et la diversité de la consommation alimentaire du ménage. Il est basé sur le décompte de groupes d'aliments fréquemment consommés au cours des 7 jours précédant la collecte des données. Chaque groupe est multiplié par un coefficient propre au groupe et qui rend compte de sa valeur nutritive. Les ménages sont classés selon le score ainsi obtenu. Plus le score d'un ménage est élevé et plus celui-ci a une alimentation fréquente et diversifiée.

PRINCIPAUX RESULTATS:

Les tendances globales

Une situation dégradée en période post-récoltes

23,8% des ménages mauritaniens sont en insécurité alimentaire en période post-récolte 2014 contre 18,5% la même période de l'année dernière soit une progression de 29% en un an. Ce taux est le plus élevé observé au cours des 7 dernières années en période post-récoltes et ne représente qu'une faible diminution par rapport à celui de la période de soudure précédente au cours de laquelle 26,2% des ménages mauritaniens étaient en insécurité alimentaire au mois de juin 2014.

Cette faible baisse des taux d'insécurité alimentaire comparativement à la période de soudure 2014 confirme le fait qu'un nombre important de ménages n'est quasiment pas sorti de soudure cette année. Le pire c'est que certains de ces ménages connaissaient déjà une situation difficile en décembre 2013 à cause de la mauvaise campagne agricole dans plusieurs zones du pays.

Par ailleurs, les taux d'insécurité alimentaire enregistrés au cours de la présente enquête sont largement plus élevés que ceux de la même période des deux précédentes crises alimentaires majeures que le pays a connu en 2008 (hausse des prix) et 2011 (sécheresse). Ils laissent présager d'une année très difficile pour les populations surtout les plus pauvres qui ne sont pas encore relevés des crises précédentes.

L'insécurité alimentaire sévère reste stable...

En considérant les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre comme étant en d'insécurité alimentaire sévère, le constat est à une relative stabilité dans le temps. En effet, la légère progression constatée dans les taux d'insécurité alimentaire sévère entre décembre 2013 (5,2%) et décembre 2014 (5,6%) n'est pas statistiquement significatif. Ainsi, depuis 3 ans, cet indicateur stagne autour de 5% en période de soudure. Ces ménages peuvent être considérés comme faisant partie de ceux qui sont confrontés à une insécurité alimentaire chronique.

...pendant que l'insécurité alimentaire modérée progresse

La progression de l'insécurité alimentaire constatée au cours de la présente enquête est donc le fait de l'augmentation de l'insécurité alimentaire modérée passant de 13,3% en décembre 2013 à 18,2% en décembre 2014.

Compte tenu de la mauvaise campagne agricole de cette année et de la probable dégradation continue de la situation, il faut s'attendre à ce qu'un nombre de plus en plus important de ménages en insécurité modérée bascule au cours des prochains mois en insécurité alimentaire sévère avec une probable répercussion sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes ou allaitantes.

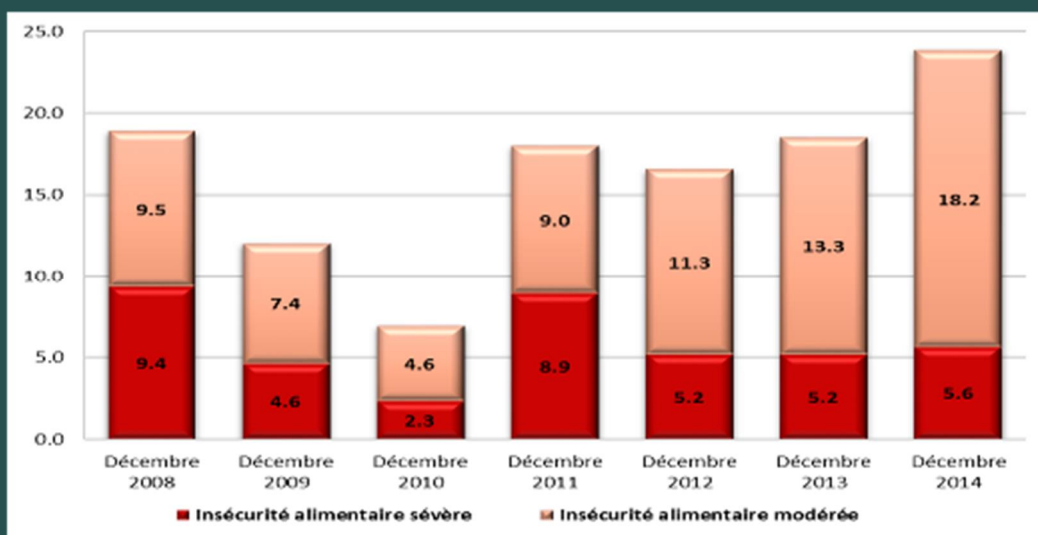


Figure 8 : Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période de soudure

Localisation de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire reste plus marquée au sud et l'est du pays

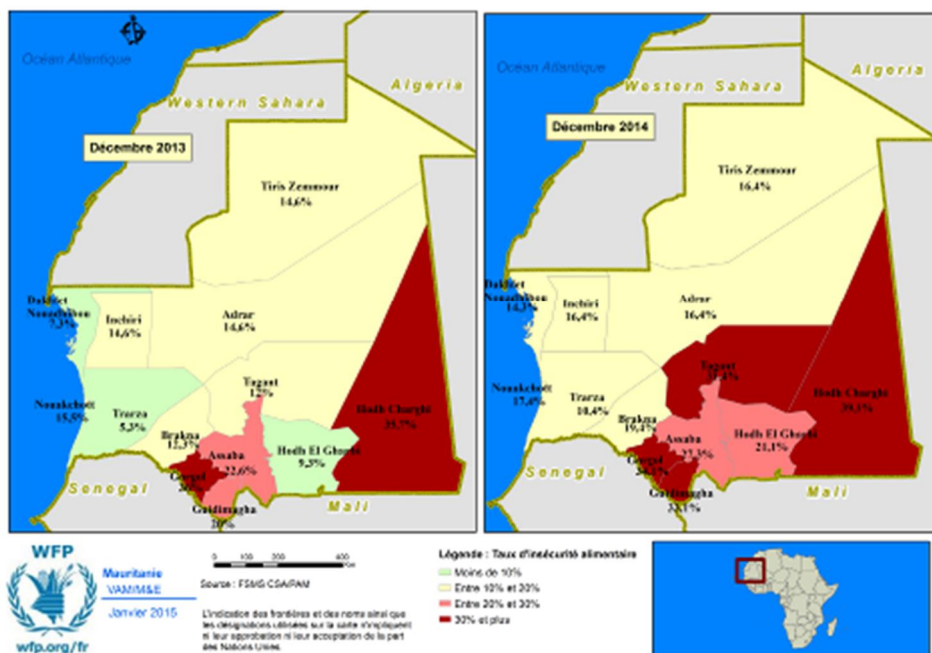
Les ménages du sud et du sud-est du pays demeurent les plus confrontés au phénomène d'insécurité alimentaire. Ainsi, les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés sont constatés dans quatre wilayas: **Hodh Echarghi** (37,1%), **Gorgol** (35,1%), au **Guidimakha** (33,1%) et au Tagant (31,4%). L'Assaba avec 27,3% des ménages affectés et le Hodh El Gharbi avec un taux de 21,1% sont les deux autres wilayas du sud-est dans lesquelles plus de 20% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire.

récolte comparativement à la période de soudure de la même année.

L'insécurité alimentaire modérée progresse dans toutes les régions comparativement à décembre 2013

Hormis le Gorgol où le taux d'insécurité alimentaire est quasiment stable entre décembre 2013 et 2014; toutes les autres wilayas enregistrent des progressions sensibles à cause de l'augmentation de l'insécurité alimentaire modérée. L'insécurité alimentaire s'est beaucoup accrue dans les wilayas dans lesquelles les taux d'insécurité alimentaire ont été historiquement les plus faibles. Il s'agit du Tagant, du Hodh El Gharbi, du Trarza et du Brakna.

Mauritanie: Insécurité alimentaire des ménages- FCS (Décembre 2014 et Décembre 2013)



Plus de 837 000 personnes en insécurité alimentaire

Le Hodh Echarghi avec 162 000 personnes est la wilaya la plus affectée par l'insécurité alimentaire aussi bien en terme de proportion que d'effectif. Parmi eux, 26 000 sont en insécurité alimentaire sévère.

Bien que les taux d'insécurité alimentaire se soient maintenus à 17,4% à Nouakchott, la capitale représente la seconde wilaya la plus affectée en terme d'effectif de personnes. 159 000 personnes ont une consommation alimentaire peu diversifiée à Nouakchott avec quelques 50 000 en insécurité alimentaire sévère.

La wilaya du Gorgol avec 118 000 personnes dont 41 000 en insécurité alimentaire sévère est la troisième la plus affectée.

Au total, on estime à 837 000 personnes le nombre de personnes en insécurité alimentaire au début du mois de janvier 2015 avec 198 000 en insécurité alimentaire sévère.

L'un des faits marquants de la présente enquête est la forte progression du taux d'insécurité alimentaire au Tagant aussi bien entre la période de soudure de cette année et la période post-récolte de même que comparativement à la décembre dernier. En effet, sur 6 mois les taux d'insécurité alimentaire progressent dans cette région de 58,5% et de 168% en un an. De plus, le Tagant est, avec la wilaya de Nouadhibou les seules wilayas dans lesquelles l'insécurité alimentaire progresse entre la période de soudure et la période post-récoltes de cette année. Rappelons que la tendance générale observée jusqu'à cette année est la baisse des taux d'insécurité alimentaire en période post-

Tableau 3: Effectifs de personnes affectées

	Insécurité alimentaire		
	Sévère	Modérée	Totale
Rural	111 000	446 000	557 000
Urbain	87 000	193 000	280 000
Total	198 000	639 000	837 000

Insécurité alimentaire et zones de moyens d'existence

La zone de cultures pluviales et la zone agropastorale sont les plus affectées

Comme on pouvait s'y attendre, les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés sont observés dans les zones de cultures pluviales où 40,6% des ménages sont affectés avec 7,7% d'entre eux en situation sévère. Il faut rappeler qu'en juin 2014, 53,4% des ménages vivant dans cette zone étaient en insécurité alimentaire. La campagne agricole de cette année a permis à certains ménages d'améliorer un peu leur situation.

Cependant, en comparaison avec décembre 2013, la situation reste très dégradée avec un taux d'insécurité alimentaire global qui passe de 28,8% en décembre 2013 à 40,6% en décembre 2014.

La zone de nomadisme pastorale présente également un taux d'insécurité alimentaire élevé avec 39,3% des ménages ayant une consommation alimentaire peu fréquente et non diversifiée. Il convient de noter cependant que tous ces ménages sont en insécurité alimentaire modérée et que la zone est globalement l'une des moins densément peuplée du pays. En effet, selon les derniers chiffres de HEA publiés par ACF-E et Save The Children, cette vaste zone désertique est peuplée de quelques 73 000 nomades.

Les zones agropastorale et de la Vallée du Fleuve Sénégal sont les deux autres zones de concentration de l'insécurité alimentaire des ménages. Respectivement 25,9% et 25,1% des ménages de ces zones sont en insécurité alimentaire.

Au total, 279 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans la zone agropastorale contre 217 000 dans la zone de cultures pluviales. Dans la Vallée du Fleuve Sénégal, 101 000 personnes sont en insécurité alimentaire. L'ensemble des personnes en insécurité alimentaire sévère dans ces 3 zones atteint 128 000 dont 53 000 dans la zone agropastorale, 41 000 dans la zone de culture pluviale et 33 000 dans la Vallée du fleuve Sénégal.

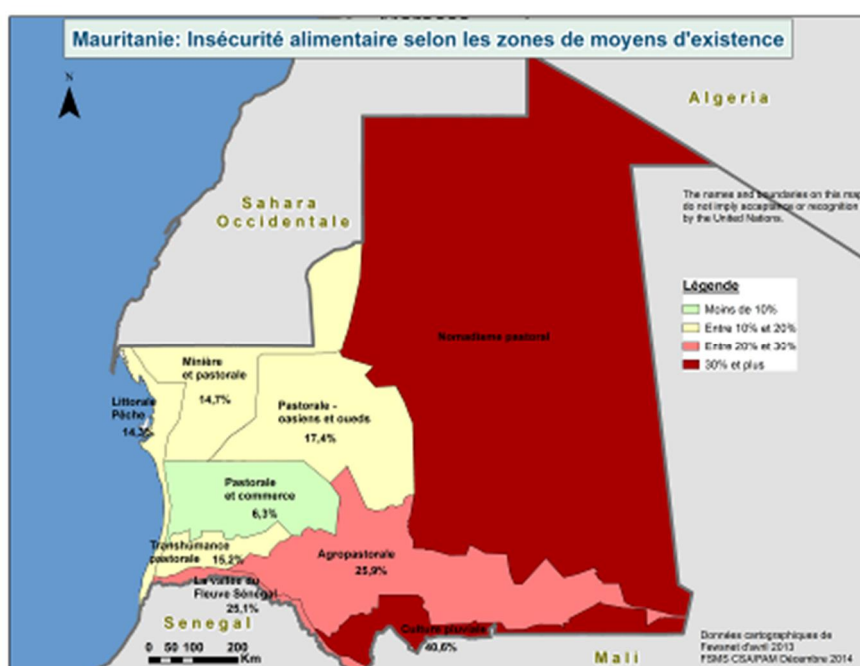
Situation globalement dégradée dans le reste du pays également

Les taux d'insécurité alimentaire plus faibles dans les autres zones de moyen d'existence même si la dégradation affecte tout le pays.

Comparativement à l'année dernière à la même période, la situation d'insécurité alimentaire se dégrade fortement dans la zone de transhumance pastorale avec un taux qui passe de 3,3% en décembre 2013 à 15,2% au cours de la présente enquête. Une dégradation moins forte est enregistrée les zones oasiennes et du littorales.

La situation est stable dans zone pastorale et commerce qui enregistre par ailleurs le taux d'insécurité alimentaire le plus faible (6,3%) au cours de la présente enquête.

Une amélioration a été notée dans la zone minière pastorale avec des taux d'insécurité alimentaire qui passent de 22,3% en décembre 2013 à 14,7% en décembre 2014. Les interventions d'urgence menée par le Gouvernement en novembre et en décembre 2014 dans cette zone en particulier pour sauver le bétail peuvent expliquer en partie cette amélioration de la situation.



Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans

Une situation nutritionnelle relativement stable

Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART réalisée conjointement avec le FSMS, la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) est de 6,2% chez les enfants de 6 à 59 mois avec 0,6% des enfants concernés par la forme sévère. Ce taux reste dans la tendance observée au cours des dernières années comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous.

Aucune région n'enregistre un taux de MAG supérieur à 10%. Les wilayas avec les prévalences les plus élevées sont le Hodh Echarghi (9,6%), le Guidimaka (9,4%), le Brakna (8,8%) et le Gorgol (7,7%).

La malnutrition chronique et l'insuffisance pondérale affectent respectivement 20,9% (dont 4% de cas sévères) et 13,4% (dont 1,5% de cas sévères).

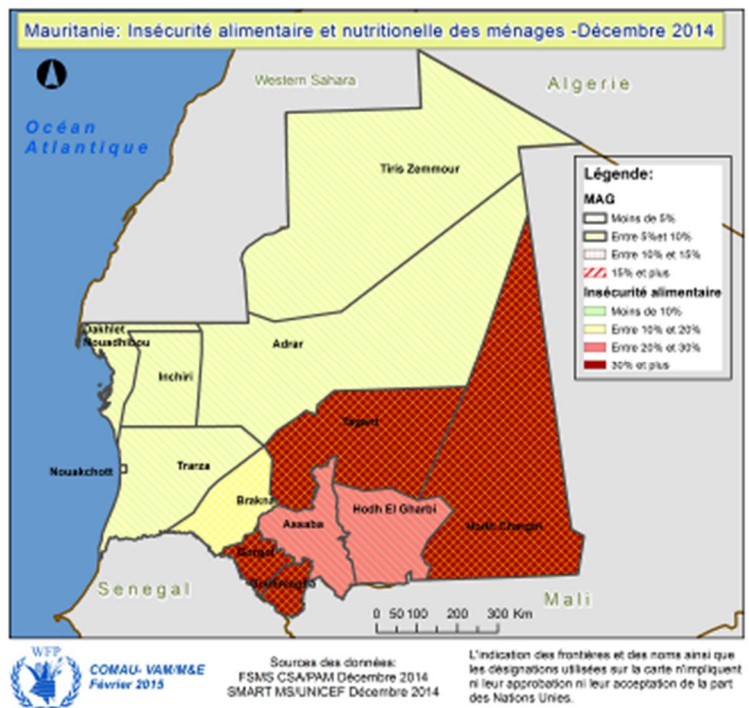
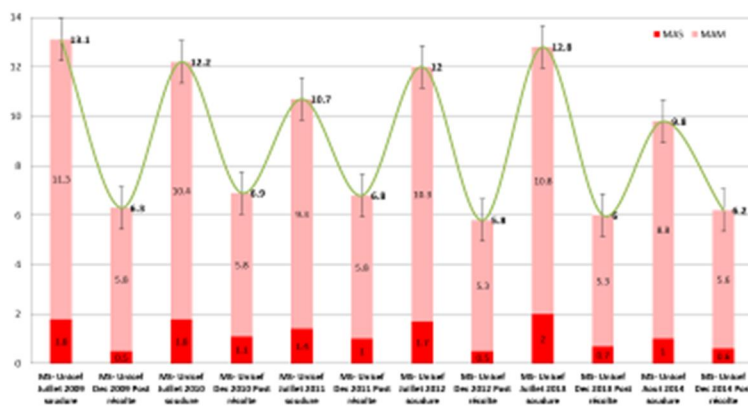


Figure 11: Tendances de la MAG en Mauritanie (2009-2014)



L'analyse croisée de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition laisse présager une détérioration future

La superposition cartographique des résultats des deux enquêtes fait apparaître de nombreuses zones de correspondance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, le Hodh Echarghi, le Gorgol, le Guidimaka et le Tagant enrégistrent à la fois des taux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition aigüe globale.

Il en est de même au Trarza et dans les régions du nord du pays où les indicateurs nutritionnels et de sécurité alimentaire sont concomitamment faibles.

La situation est plus contrastée au Hodh El Gharbi, en Assaba et au Gorgol où les indicateurs retenus ne vont pas dans le même sens.

Dans les régions où les phénomènes évoluent dans le même sens, les réponses aux problèmes nutritionnels doivent, pour avoir l'impact souhaité, s'accompagner presque systématique d'activités de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages.

Pas de différences entre la consommation des enfants et des adultes

Cette situation nutritionnelle pour l'instant assez stable comparativement au passé, pourrait se dégrader rapidement dans les mois à venir sous la conjonction de différents facteurs. Parmi ceux-ci, le fait que dans 76,8% des ménages à l'échelle nationale, les enfants de moins de 5 ans mangent le même repas que les adultes est un réel élément de préoccupation. Sachant que dans les ménages en insécurité alimentaire, la diète se compose essentiellement de céréales, d'huile et de sucre, on peut craindre une dégradation de la situation nutritionnelle des groupes les plus fragiles que sont les enfants de moins de 5 ans.

Structure de la consommation alimentaire

Une consommation alimentaire peu diversifiée

Le score de consommation alimentaire permet de distinguer 3 groupes de ménages en fonction de la fréquence et de la diversité de leur consommation alimentaire.

1. Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre
2. Les ménages ayant une consommation alimentaire à la limite de l'acceptable
3. Les ménages ayant une consommation alimentaire acceptable

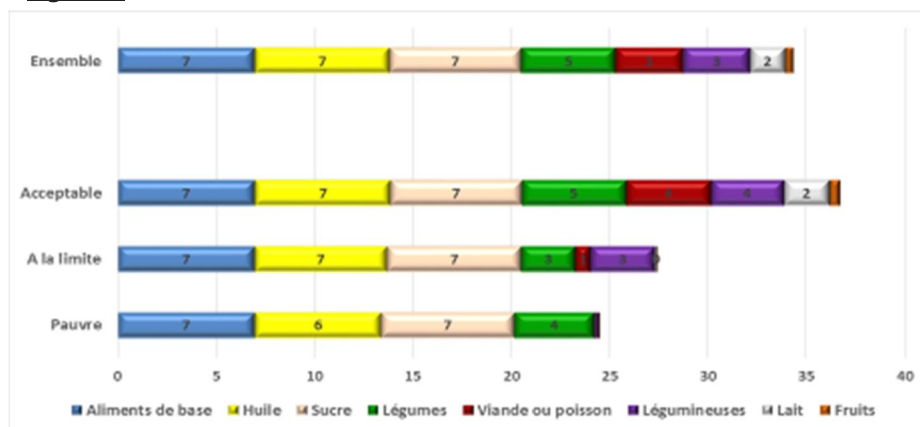
Les deux premières catégories de ménages sont considérées comme étant en insécurité alimentaire.

Comparativement à juin 2014, on note chez les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre, une plus grande fréquence de consommation de légumes en décembre 2014. A la faveur de l'hivernage, ces ménages sont passés de 2 jours sur 7 de consommation de légumes à 4 jours sur 7 (voir figure 9). Ils perdent cependant 1 jour de consommation d'huile. Ceci peut être lié à un arbitrage résultant de la dégradation de la situation alimentaire de ces ménages. S'ajoute pour ce groupe de ménage, une consommation quotidienne de céréales et de sucre.

On peut donc constater que même si la situation alimentaire est globalement difficile, elle ne se traduit pas encore par une réduction de la fréquence de la consommation mais affecte pour le moment la diversité de cette consommation.

L'un des principaux objectifs des programmes d'assistance à mettre en place sera d'éviter que ces ménages souvent pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire ne soient amenés à réduire la fréquence de leur consommation alimentaire.

Figure 7: Structure de la consommation alimentaire



La différence majeure entre ce premier groupes de ménages et ceux dont la **consommation est jugée à la limite de l'acceptable** réside dans la consommation de légumineuses 3 jour sur 7 et de protéines animales (viande ou poissons) 1 fois dans la semaine.

Un accroissement des ménages de cette catégorie intermédiaire traduit une réduction de la consommation de protéines (y compris le lait) étant donné que les aliments de base, l'huile et le sucre sont consommés sur une base quotidienne par toutes les catégories de ménages.

Ceux dont la consommation alimentaire est qualifiée d'acceptable complètent leur diète avec la consommation de lait (4 jours sur 7) et de viande/poisson (2 jours sur 7) en moyenne.

Le nombre de repas par jour ne varie pas par rapport à décembre 2013

Le nombre de repas consommés par jour constitue un indicateur de famine en ce sens que plus il se réduit par rapport à la normal et plus grave est la situation des ménages. En effet, dans les stratégies des ménages face à une crise alimentaire, la réduction du nombre de repas quotidiens n'intervient qu'après la réduction de la diversité de la consommation alimentaire et l'épuisement de la majorité des autres stratégies.

Globalement, les adultes et les enfants continuent au mois de décembre 2014 à consommer en moyenne 2 à 3 repas par jour comme cela a été constaté dans les enquêtes FSMS de la même période de l'année.

Ce nombre de repas varie cependant selon le niveau d'insécurité alimentaire du ménage en étant plus faible (en moyenne 2,5 repas par jour) dans les ménages en insécurité alimentaire sévère.

Les wilayas du Guidimaka, de Hodh El Charghi et du Gorgol sont celles dans lesquelles les nombres

moyens et médians de repas par jour sont les plus faibles. La situation est préoccupante au Guidimaka où 23,7% des ménages consomment un seul repas par jour. Cet indicateur atteint 5,7% au Hodh El Charghi et 4,3% au Gorgol.

Il n'y a globalement pas de différence dans le nombre de repas consommé par les adultes et les enfants

Sources de nourriture, endettement

Les ménages plus que jamais dépendant des marchés

La quasi-totalité des ménages du pays restent dépendant des marchés pour leurs approvisionnements en produits alimentaires. Cette situation s'explique non seulement par la faible production agricole structurelle du pays mais également par le fait que même si un ménage arrive à couvrir ses besoins pour des denrées données, tous les autres produits alimentaires complémentaires sont achetés sur les marchés. Ainsi la part de la production propre des ménages dans les aliments qu'ils consomment est globalement faible et ne dépasse 10% dans aucune région du pays (3,9% en moyenne). Le Brakna, le Tagant et le Trarza sont les régions qui enregistrent la part de produits issus de la production propre les plus importantes dans la consommation des ménages.

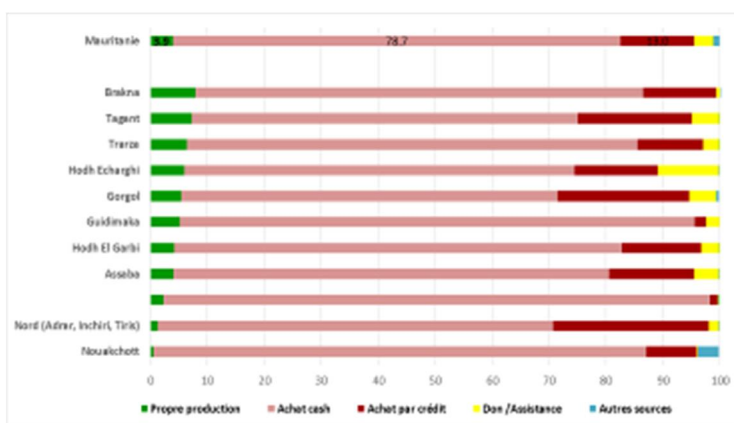
zones du pays les plus affectées par la crise de cette année.

Face aux difficultés d'approvisionnement en nourriture ...

En moyenne, 2 ménages sur 3 déclare être confronté à des difficultés d'approvisionnement en produit alimentaires. Les raisons principales de ces difficultés d'approvisionnement sont à trouver dans la faiblesse de la récolte céréalière de cette année couplée avec les prix élevées de ces denrées. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus en juin 2014 en période de soudure et c'est quasiment les mêmes wilayas qui signalent ces difficultés d'approvisionnement:

- Dakhlet-Nouadhibou (85,4%)
- Assaba (84,6%)
- Nord (78,%)
- Nouakchott (73,7%)
- Hodh El Garbi (72,2%)

Figure 12: Sources de nourriture des ménages



Le paiement au comptant des approvisionnements alimentaires sont prédominants dans tout le pays et encore plus dans les zones urbaines comme Nouakchott et Nouadhibou. Par contre, les achats de produits alimentaires à crédit progressent fortement dans le nord du pays alors que dans les autres wilayas, la situation est similaire à celle observée l'année dernière à la même période. Au total, plus de 90% de la nourriture consommée par les ménages est achetée sur les marchés.

Le Hodh Elchargui et le Gorgol apparaissent dans cette enquête comme les zones du pays où les ménages bénéficient le plus d'assistance alimentaire du moins en comparaison avec les autres pays. Ainsi, 10% des produits alimentaires consommés par les ménages du Hodh Echarghi provient de l'assistance alimentaire. Ce résultat fait ressortir le fait que les interventions sont déjà en cours dans les

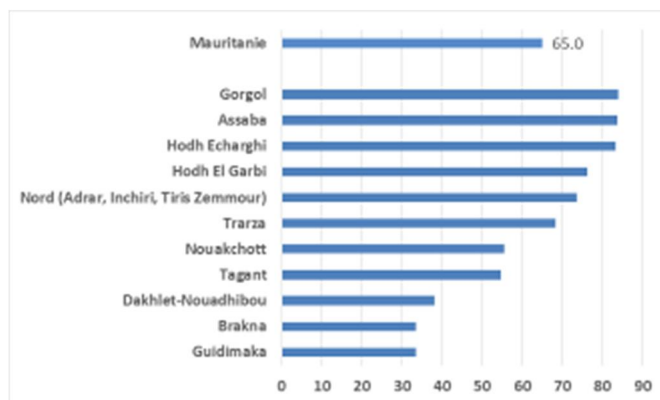
...l'endettement comme recours

Un ménage sur trois déclare s'être endettés au cours des 3 derniers mois, essentiellement pour acheter de la nourriture. Le financement des dépenses de santé et d'entretien du bétail constituent les deux autres principaux motifs d'endettement.

Les wilayas les plus affectées par ce phénomène d'endettement pour l'achat de produit alimentaire sont l'Assaba (83,8%), le Gorgol (83,6%) et le Hodh Echarghi (83,3%).

Le recours à l'endettement pour l'acquisition des produits alimentaires de première nécessité et apparu depuis la crise alimentaire de 2011/2012 comme l'une des stratégies privilégiées par les ménages lorsqu'ils ont épuisé les autres stratégies. Elle est révélatrice dans tous les cas de la dégradation de la situation alimentaire des ménages les plus vulnérables de ces régions.

Figure 13: Recours à l'endettement



Des revenus globalement en baisse

Sources de revenu: prédominance des activités informelles et des transferts

La majorité des ménages tirent leur revenu essentiellement d'activités journalières du secteur informel. Les revenus issus de cette source sont très variables selon les wilayas. Ainsi, ils peuvent atteindre 40 000 MRO par mois à Nouakchott et dans les localités du nord du pays alors que dans le reste du pays, le revenu moyen mensuel tiré des activités informelles varie entre 10 000 MRO et 15 000 MRO.

Dans les wilayas de Hodh Echarghi, Gorgol et Trarza, plus du quart des ménages tire leur revenu des transferts qui y représente la première source de revenu. Ces transferts sont également importants au Guidimaka et au Hodh El Gharbi où ils constituent la seconde source de revenu des ménages.

Les deux premières places occupées par ces sources de revenus aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain est la preuve du déclin des activités rurales que sont l'agriculture et l'élevage sauf au Hodh El Gharbi où l'élevage constitue la première source de revenu pour 26% des ménages de la région.

Dans les wilayas essentiellement urbaines comme Nouakchott, Nouadhibou et les wilayas du nord du pays, les ménages vivent principalement d'activités salariées dans le public ou dans le privé.

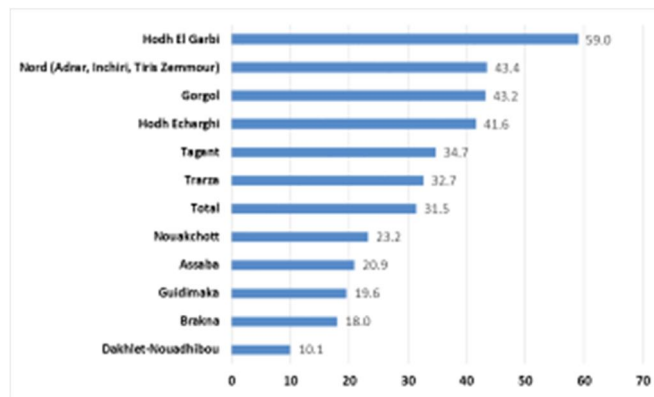
Des pertes de revenus dans l'agriculture et l'élevage

37% des ménages en milieu rural déclarent avoir connu des pertes de revenu au cours du dernier trimestre de l'année 2014. Au Hodh El Garbi, cette proportion avoisine 60% alors qu'elle est de 43% au nord et dans la wilaya du Gorgol. La dégradation de la situation de sécurité alimentaire dans ces wilayas peut donc s'expliquer en partie par ce fait. Plus particulièrement, ce sont les revenus issus de l'élevage qui sont principalement affectés au Hodh El Garbi et au nord alors que dans les autres zones du pays, c'est aussi bien la production agricole, le main d'œuvre agricole que l'élevage qui sont touchés.

La baisse des revenus et la raréfaction du pâturage se traduisent dans certaines zones du pays par un accroissement de l'offre de petits ruminants sur les marchés qui entraîne à son tour une baisse des prix. C'est le cas particulièrement des ovins dont les prix enregistrent une baisse sen-

sible depuis le mois d'avril 2014. En décembre le prix moyen du bouc était 10% moins élevé que l'année passée à la même période.

Figure 14: Pourcentage de ménages affectés par les pertes de revenus

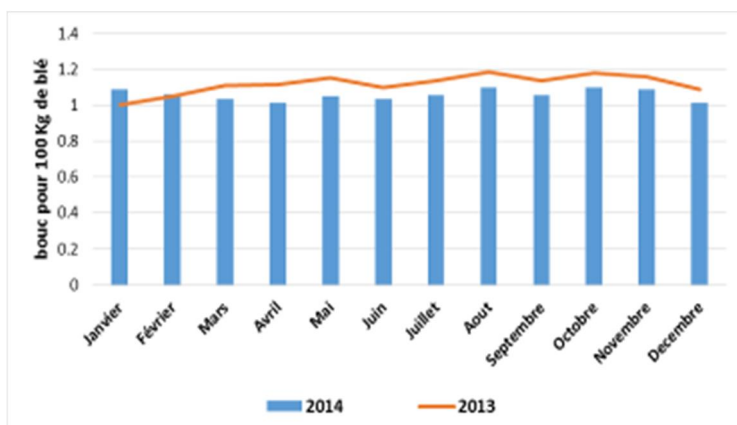


Ainsi alors que les ménages sont contraints de se tourner vers les marchés pour assurer leur approvisionnement alimentaire, plusieurs d'entre eux se trouvent confrontés à une réduction de leurs ressources monétaires, réduisant ainsi leur pouvoir d'achat et accentuant de fait les conséquences de la crise alimentaire et nutritionnelle en cours.

Des termes de l'échange globalement défavorables aux éleveurs

Cette situation de baisse des revenus pastoraux est bien illustrée par les termes de l'échange qui sont en 2014 en dessous de leurs niveaux de 2013. L'année passée, la vente d'un bouc moyen permettait d'acquiescer 115 Kg de blé alors que cette année le même échange ne permet d'avoir en moyenne que 100 Kg. Il faut s'attendre à une dégradation de la situation avec la hausse du prix des céréales qui réduira davantage le pouvoir d'achat des éleveurs.

Figure 15: Evolution des termes de l'échange bouc moyen/blé



Dépenses alimentaires et non alimentaires

Pas de modifications majeures dans la structure consommation des ménages

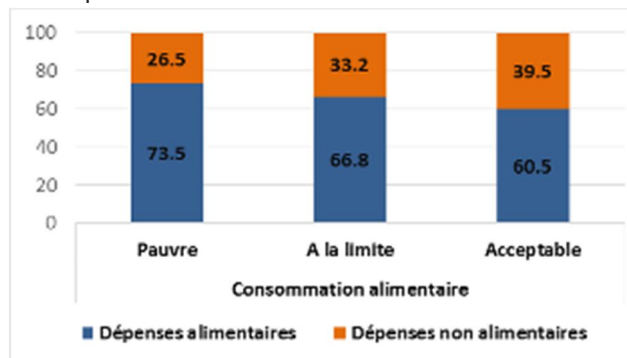
Les ménages consacrent en moyenne 68% de leurs dépenses à l'achat de produits alimentaires contre 69% au mois de décembre 2013. Comparativement à juillet 2014, on note une baisse sensible des dépenses alimentaires qui représentaient 72% des dépenses totales des ménages. Sur les deux dernières années il a été noté une augmentation des parts des dépenses consacrées à l'alimentation pendant la période de soudure et une réduction assez sensible durant la période post-récoltes. Le renchérissement des prix des denrées alimentaires pendant la période de soudure peut expliquer en partie cette situation.

La tendance à l'accroissement des dépenses alimentaires en fonction du niveau d'insécurité alimentaire du ménage, observée dans plusieurs autres enquêtes FSMS similaires, se maintient. Ainsi, les ménages en insécurité alimentaire sévère consacrent une part plus importante de leurs dépenses à l'achat de produits alimentaires. En moyenne, 73% des dépenses de cette catégorie de ménages vont à l'alimentation. Chez les ménages en insécurité alimentaire modérée, cette part atteint 67% alors qu'elle est de 61% dans les ménages en sécurité alimentaire.

De façon globale, l'importance relative de ces dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages est la preuve que si un choc affectant la sécurité alimentaire survenait comme c'est le cas actuellement, peu de ménages pourrait y résister en modification la structure de leurs dépenses.

De ce fait, il faut s'attendre à une dégradation rapide de la situation dans plusieurs wilayas du pays si des interventions supplémentaires n'étaient pas rapidement initiées par l'Etat et ses partenaires dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Figure 16 : Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales



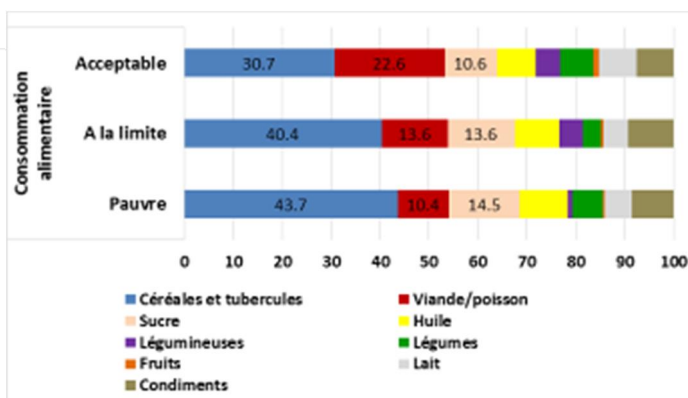
Dépenses selon les groupes alimentaires: prédominance des céréales

Au mois de décembre 2014, les ménages consacrent une grande partie de leurs dépenses alimentaires à l'achat de céréales. Cette catégorie d'aliments représentait le tiers des dépenses alimentaires en moyenne nationale. Dans les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre, elles représentent près de 44% des dépenses alors que la part des dépenses alimentaires consacrées à l'achat de viandes et de poissons n'est que de 10,4% soit la moitié de celle des ménages ayant une consommation alimentaire acceptable.

Ces résultats montrent que les ménages pauvres disposant de peu de ressources financières ont tendance à orienter une plus grande partie de leurs dépenses vers les produits alimentaires calorifiques et peu nutritifs au détriment d'une alimentation réellement équilibrée.

Par ailleurs, cette structure de consommation, ne varie généralement que dans le sens de la dégradation. L'assistance alimentaire apportée aux ménages les plus vulnérables (souvent identifiés parmi les très pauvres et les pauvres des processus de ciblage selon la méthode d'économie des ménages HEA) surtout lorsqu'elle est faite sous forme monétaire va s'inscrire dans ce canevas de dépense. Les ménages ainsi assistés, en respectant leurs habitudes de consommation vont acheter davantage de céréales, de sucre et d'huile qui peuvent permettre d'améliorer la fréquence de la consommation alimentaire mais pas forcément sa diversité. Les risques de retrouver plusieurs de ces ménages assistés en insécurité alimentaire modérée pendant et après la période d'appui sont importants si les assistances sous forme de transferts monétaires.

Figure 17 : Part des différents groupes d'aliments dans les dépenses alimentaires du ménage



Chocs et stratégies des ménages

Chocs: hausse des prix, endettement et déficit pluviométrique

La hausse des prix des produits alimentaires continue à être le premier choc ressenti par les populations au mois de décembre 2014. 66% d'entre se disent affectés par ce choc qui arrive en tête dans toutes les régions avec des pics à plus de 90% au nord du pays (Dakhlet-Nouadhibou, Inchiri, Adrar, Tiris Zemmour).

Au Brakna et au Hodh El Gharbi, c'est la hausse du coût de transport qui affecte plus de deux tiers des ménages. Ce choc est également le plus cité au niveau national après la hausse des prix des produits alimentaires.

Il convient de rappeler que ces augmentations de prix sont pas nouveaux. Comme indiqué plus haut, les prix des produits alimentaires et des carburants n'ont pas connu de flambées majeures au cours de l'année 2014 en Mauritanie. Le fait qu'ils reviennent systématiquement dans le discours des populations est le signe que ces dernières ne sont pas encore arrivés à trouver les moyens pour les juguler. En particulier, leurs revenus sont restés stables ou à la baisse face à des prix qui se sont maintenus à des niveaux élevés depuis plus de 4 ans.

Plus d'un ménage sur cinq cite l'endettement comme un choc majeur ayant affecté sa sécurité alimentaire. Comme nous l'avons vu plus haut, l'achat de produits alimentaires à crédit constitue un recours de plus en plus utilisés par les ménages confrontés aux difficultés alimentaires. Au Hodh El Gharbi, en Assaba, au Gorgol, plus du tiers des ménages estiment que leur niveau d'endettement cette année affecte leur sécurité alimentaire.

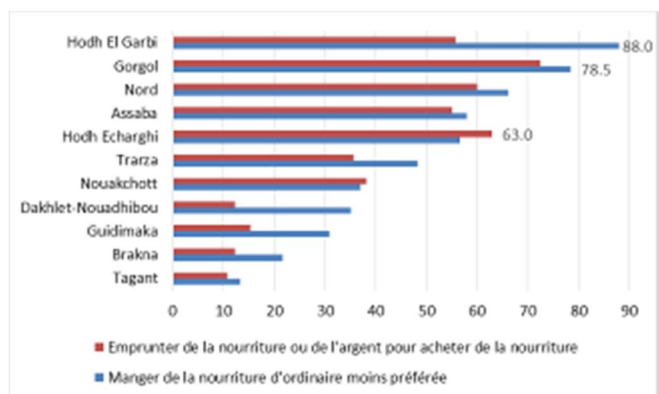
Stratégies alimentaires¹: des aliments de second choix et l'endettement

La principale stratégie alimentaire adoptée par les ménages en cette période post-récoltes est la consommation d'aliments d'ordinaire non préférés. Comme constaté dans la structure de la consommation alimentaire, les ménages maintiennent pour le moment une fréquence de 2 à 3 repas quotidiens mais en réduisant au détriment de la diversité de leur repas. L'analyse des stratégies alimentaires permet de constater que ce maintien du nombre de repas se fait aussi grâce à un changement dans le type de produits consommés par les ménages.

Comme constaté lors de la récente crise de 2011/2012, ce comportement des ménages est le signe d'une anticipation de la dégradation de la situation et d'un rationnement des ressources disponibles.

L'emprunt de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture vient compléter la stratégie de substitution alimentaire. En moyenne nationale, 43% des ménages faisaient recours à cette stratégie au mois de décembre 2014 avec des pics au Gorgol (70% des ménages) et au nord du pays (60%).

Figure 18 : Principales stratégies alimentaires des ménages



Les stratégies non-alimentaires²: essentiellement des stratégies de stress

On note un accroissement sensible des ménages faisant recours aux stratégies non alimentaires comparativement à la période de soudure 2014 et la période post-récolte 2013. En effet, alors qu'en juin 2014, 77% des ménages ne faisaient recours à aucune stratégie non alimentaire, en décembre ils ne sont plus que 60% dans le cas. Le tiers des ménages fait désormais recours à des stratégies de stress comme la vente d'animaux plus que d'habitude, l'utilisation des économies pour acheter de la nourriture, la vente des biens d'équipement ménager ou encore la consommation de fruits et plantes sauvages.

Au niveau national, 6% des ménages utilisent des stratégies de crise. Ces stratégies sont plus répandues au Gorgol où elles concernent déjà 31% des ménages. Le Tagant et le nord du pays (Inchiri, Adrar, Tiris Zemmour) enregistrent également des proportions élevées de ménages y faisant recours.

1. Les stratégies de crises alimentaires comprennent: manger de la nourriture d'ordinaire moins préférée, emprunter de la nourriture ou de l'argent pour acheter de la nourriture des parents ou amis, diminuer la quantité de repas par jour, réduire les quantités de nourriture consommées par les autres membres du ménage au profit des enfants, diminuer le nombre de repas par jour
2. Les stratégies de crises comprennent: consommer les semences de la prochaine campagne, manger les récoltes avant leur maturité, diminuer les dépenses de soin des animaux, vendre les biens productifs (matériels agricoles, machine à coudre, terre, etc.), retirer les enfants de l'école, diminuer les dépenses pour des soins de santé et d'éducation, vendre les femelles reproductrices, diminuer les dépenses pour les semences, engrais, pesticide, la main d'œuvre agricole.

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire

Localisation de l'insécurité alimentaire sévère

Les ménages en insécurité alimentaire sévère au mois de décembre 2014 sont en besoin d'assistance alimentaire d'urgence. Parmi les zones du pays les plus concernées par cette forme d'insécurité alimentaire, le Gorgol enregistre le taux le plus élevé avec 12,2% des ménages concernés. Le Brakna (8,2%), le Hodh Echarghi (5,9%), l'Assaba (5,8%) et Nouakchott (5,5%) sont les autres zones du pays où l'insécurité alimentaire sévère sévit le plus.

En terme d'effectif, le Nouakchott et le Hodh Echarghi sont les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère compte tenu des concentrations de population plus importante que dans le reste du pays.

Légère progression de l'insécurité alimentaire à Nouakchott

17,4% des ménages vivant à Nouakchott sont en insécurité alimentaire en décembre 2014 contre 15,5% en décembre 2013 et 17,5% en juin 2014. En un an, l'insécurité alimentaire a encore légèrement progressé dans la capitale mais de façon moins importante qu'au cours des 3 dernières années.

Ces résultats permettent par ailleurs de constater d'autres facettes de la crise en cours. La stabilité des taux d'insécurité alimentaire dans la capitale entre les périodes de soudure et de récoltes 2014 est le signe que la crise actuelle n'est pas uniquement liée à la mauvaise pluviométrie de cette année. La perte de pouvoir d'achat de certaines catégories de population (baisse de revenu, niveau élevé des prix) justifient également les niveaux élevés d'insécurité alimentaire.

Les caractéristiques des chefs de ménages en insécurité alimentaire

En pourcentage, l'insécurité alimentaire affecte plus de ménages en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, 31,4% des ménages vivant en milieu rural sont en insécurité alimentaire en décembre 2014 contre 16,2% des ménages en milieu urbain. La présente enquête révèle également une quasi-stabilité

des taux d'insécurité alimentaire en milieu urbain.

Aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, l'insécurité alimentaire affecte plus les ménages dont le chef est âgés de plus de 65 ans. La capacité à générer des ressources monétaires additionnelles dans un contexte de mauvaise campagne agricole et de réduction des revenus pourrait constituer un facteur limitant pour les chefs de ménages âgés.

Les ménages dirigés par des femmes sont également plus affectés que ceux dirigés par un homme et ceci aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Ainsi le score de consommation alimentaire moyen des ménages dirigés par une femme est de 53 en milieu rural et 57 en milieu urbain contre 54 en milieu rural et 61 en milieu urbain pour les hommes. Ces différences sont statistiquement significatives. Comme pour l'âge, la diversification des sources de revenu en situation de crise semble être plus compromise dans les ménages dirigés par des femmes. En particulier les chefs de ménages veuves ont un taux d'insécurité alimentaire plus élevés que ceux des autres statut matrimoniale. 39% d'entre elles sont en insécurité alimentaire en milieu rural.

De même en milieu rural, les ménages dont les chefs n'ont pas fréquenté l'école ou n'ont suivi qu'un enseignement coranique sont plus affectés par l'insécurité alimentaire que tous les autres. Ce déterminant agit aussi bien sur la capacité du chef de ménage à accroître sa production grâce à ses connaissances que sur sa capacité à exercer une activité salariée dont la rémunération est plus stable.

L'insécurité alimentaire est globalement plus faible en milieu rural chez les éleveurs (27%) que chez les agriculteurs (39%). Cependant, les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés sont observés pour les ménages dont les chefs vivent d'activités de main d'œuvre agricole, de chasse et cueillette et surtout de mendicité et de dons.

Chez les éleveurs, les ménages qui possèdent du gros bétail ont globalement des taux d'insécurité alimentaire plus faibles que ceux qui ne possèdent que du petit bétail qui ne possèdent pas du tout de bétail. Par exemple, les ménages qui possèdent plus de 10 têtes de camelins ont un taux d'insécurité alimentaire de 12% alors que ceux qui n'en possèdent pas ont un taux d'insécurité alimentaire de 32%. La possession de bétail apparaît donc comme une variable majeure d'identification des ménages en insécurité alimentaire en milieu rural.

Tableau 4: Insécurité alimentaire selon le milieu

		Insécurité alimentaire		
		Sévère	Modérée	Globale
Milieu	Rural	6,3	25,1	31,4
	Urbain	5,0	11,2	16,2

Conclusions

La situation alimentaire des populations vulnérables évaluée au mois de décembre 2014/ janvier 2015 est préoccupante avec de nombreux ménages en milieu rural qui ne sont quasiment pas sortis de la dernière soudure. La mauvaise pluviométrie de cette année a entraîné une situation de quasi-sécheresse dans plusieurs wilayas du pays. La situation est presque partout préoccupante : Hodh El Chargui, Gorgol, Guidimagha, Tagant, Assaba, mais également dans certaines zones du Hodh El Gharbi, du Brakna, du Trarza et des wilayas du Nord.

Nouakchott n'est pas en reste même si ici, les causes sont à rechercher plus dans l'exode des populations affaiblies par la récurrence des crises et la paupérisation de certaines catégories de population de la capitale confrontée à un double phénomène de maintien des prix à des niveaux élevés et de baisse de revenus. La si-

tuation dans la capitale, même si elle paraît moins alarmante, mérite donc une attention particulière dans le sens qu'elle pourrait se dégrader rapidement alors que tous les efforts sont orientés vers les autres wilayas.

Une majorité de ménages, surtout ceux en insécurité alimentaire, s'approvisionnent à crédit dans les points de vente et les marchés. Cette stratégie n'a pas empêché le taux d'insécurité alimentaire d'atteindre cette année son niveau le plus élevé en période post-récoltes. De plus, elle pourrait compromettre l'impact des interventions à venir en obligeant les ménages surendettés à utiliser une partie de l'assistance reçue pour rembourser ces dettes.

Les interventions à concevoir doivent donc prendre en considération ce facteur dans leur dimensionnement aussi bien en terme de nombre et de ciblage des bénéficiaires qu'en terme de période et de durée de couverture.

Recommandations pour le Gouvernement et ses partenaires :

La Mauritanie est une nouvelle fois confrontée en l'espace de 3 ans à une situation alimentaire difficile qui peut déboucher sur une crise nutritionnelle si les mesures idoines ne sont par rapidement prises. Cependant, contrairement à la crise de 2011/2012, plusieurs mécanismes d'assistance aux populations sont en place et permettent déjà d'atténuer les effets négatifs de la crise en cours sur les populations les plus vulnérables. Il apparaît néanmoins à la lecture des résultats de la présente enquête, que ces mesures seules ne suffiront peut être pas pour infléchir les tendances de dégradation de la situation alimentaire. L'assistance supplémentaire à mettre en place doit prendre en compte l'érosion de la résilience des populations et se fonder sur la nécessité de complémentarité entre acteurs, dans le temps et l'espace afin de rationaliser le peu de ressources disponibles. Ces interventions doivent considérer les actions suivantes:

- A. Poursuivre et étendre les programmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe globale couplés avec la sensibilisation des populations sur les pratiques d'hygiène et de santé;
- B. Poursuivre les programmes de facilitation de la disponibilité et surtout de l'accès (conditionnels ou inconditionnel) aux produits alimentaires de première nécessité (Bouques EMEL, SAVS, SACS, DGV...) avec un accent particulier sur l'accès aux protéines animales et végétales (légumineuses, lait, viande, poisson...);
- C. Préparer la prochaine campagne agricole par la mise en place d'ouvrages productifs communautaires, la mise à disposition d'intrants de qualité et poursuivre les programmes d'appui à l'élevage (aliment de bétail, cultures fourragères, bassins de rétention d'eau, récurage de puits, forages...)
- D. Mettre en place un mécanisme de suivi et évaluation global des interventions prévues au profit des ménages vulnérables afin d'assurer leur réussite

Pour toute information complémentaire contacter:

CSA: Moulaye Saïd Ould Baba Aïnina,

Directeur de OSA/CSA moulaye72@gmail.com

PAM : Janne Suvanto—Représentant du PAM

janne.suvanto@wfp.org





vam
food security analysis

